

soutenir les libertés fondamentales, la réforme des structures étatiques, les élections transparentes et un développement soutenu dans les régions les plus pauvres. Tous les slogans émanant des syndicats au Maroc rejoignent globalement ceux de la Kasbah à Tunis et ceux de la place Tahrir : Égalité, dignité, liberté. Une autre caractéristique importante du syndicalisme marocain lors de cette grande marche vers la démocratie, tous ses leaders ont appelé à une unité de l'action syndicale permanente et stratégique pour faire pression sur toutes les instances de décisions relatives à la fois à la condition de vie des travailleurs et des couches les plus pauvres de la société et exigeant l'introduction dans la nouvelle constitution de tous les droits syndicaux dans tous les

secteurs et toutes les entreprises. Sans révolution les syndicats marocains ont pu rejoindre le printemps arabe avec une mobilisation de la population marocaine sans précédent.

Ce que l'histoire retiendra

Sans aller dans une explication historique et politique trop lourde, on peut avancer l'hypothèse qui démontre que, c'est dans les pays où le syndicalisme a été présent, vif, revendicatif et parti prenante du mouvement démocratique, que nous avons assisté à la chute de la dictature, à la dénonciation de la corruption du néocolonialisme interne. Par contre dans les pays où le mouvement syndical était absent ou inactif (La Syrie, Le Yémen, le Bahreïn, la Libye) le

mouvement fut, encerclé presque étouffé par le tribalisme ou par l'intervention militaire.

Cette nouvelle situation politique dans les pays arabes impose une nouvelle approche du mouvement syndical, une profonde réflexion s'impose autour des nouveaux rôles du syndicalisme arabe :

Comment élargir l'action syndicale à toutes les composantes du mouvement social ? Quelles stratégies face aux pluralismes syndicaux ? Comment structurer et décentraliser l'action syndicale ? Quel sont les nouveaux champs des interventions ? Le rôle du syndicalisme dans la rédaction de la nouvelle constitution.

Ridha TLILI

Sociologue, Université de La Manouba

Dinar/Euro : Le seuil psychologique

Nos éminents professeurs nous ont appris sur les bancs de l'Université que le niveau de la monnaie nationale par rapport aux devises joue un rôle fondamental sur deux plans. D'une part, sur le plan interne, le niveau de la monnaie affecterait directement le prix des produits importés. D'autre part, sur le plan externe, la variation de la monnaie nationale aurait un impact sur la compétitivité des produits nationaux destinés à l'exportation.

Quelle est la conséquence de ces variations sur l'économie tunisienne ?

On essayera de répondre à ces questionnements à travers une approche factuelle systémique.

L'UE représente 80 % des échanges de la Tunisie

Les observateurs ont de bonnes raisons pour s'inquiéter quant à la force de l'euro qui valait 2,0019 le 23 février dernier.

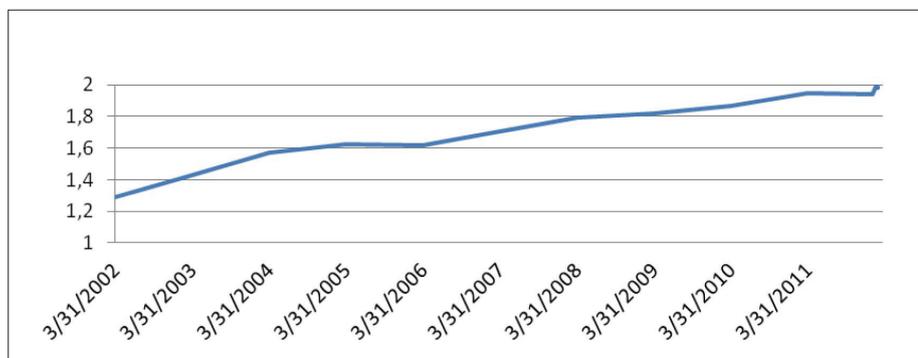
structurel, un Dinar faible par rapport aux monnaies de références. Mais pourquoi toute cette focalisation sur l'Euro et l'UE ? Tout simplement, car les échanges de la Tunisie se font à hauteur de 80 % avec l'UE.

Une dette tunisienne libellée en Euro

Les conséquences de la dépréciation de la monnaie tunisienne sont aussi multiples que directes. En effet, cela peut désavantager les exportations tunisiennes et entraver la relance économique déjà fragile. Il faut rappeler que la balance commerciale a enregistré un recul en 2011 de 5 % par rapport à 2010 enregistrant un déficit de 8610 MD selon l'INS. La faiblesse de la monnaie tunisienne peut éventuellement permettre d'avoir une reprise des exportations grâce aux gains en matière de compétitivité/prix. Cela reste hypothétique, car les bienfaits de la baisse de la monnaie sur les exportations ne peuvent se faire que dans un climat économique stable. Or, en ce moment, c'est loin d'être le cas : sit-in à répétition entravant la production, administration tournant au ralenti, tiraillements politiques, insécurité...

Dans le même temps, les importations pèseront lourdement sur la balance commerciale déjà déficitaire. On assistera au renchérissement des produits importés dont certains sont incompressibles tels que les produits alimentaires. D'ailleurs, le poids du manque des produits alimentaires commence à se sentir dans le budget des ménages. Ces produits ont connu ces derniers temps une augmentation galopante des prix. Ceci a impacté massivement le pouvoir d'achat de l'ensemble des consommateurs toutes catégories confondues. Cependant, cette baisse de la valeur du Dinar va faire augmenter mécaniquement la valeur de la dette puisque 60 % de celle-ci est libellée en Euro.

Historique des taux de change EURO/TND (2002 – 2012)



Source : calcul de l'auteur à partir de la base de données de l'INS

Cette pensée nous a traversé l'esprit le 23 février 2012. La valeur de l'Euro par rapport au Dinar n'a jamais été aussi haute : le cours a dépassé 2 Dinars pour l'acquisition d'un euro (2,0019). C'est un événement majeur pour un pays comme la Tunisie dont l'économie est tournée vers l'extérieur. La dépréciation de la valeur de la monnaie n'a pas tardé à faire écho. Certains avancent que la baisse du Dinar vis-à-vis de l'Euro est imputée à des facteurs exogènes. Alors que d'autres stipulent que cette nouvelle cotation est due à des faits endogènes. Ceci nous amène à poser les questions suivantes : pourquoi le Dinar tunisien subit autant de fluctuations et quelles en sont les raisons ?

Durant la dernière décennie, le Dinar a perdu du terrain vis-à-vis des deux principales devises du panier de sa cotation (Euro/Dollar) et ne profite plus du rééquilibrage entre l'Euro et le Dollar. Comme l'indique le graphique ci-dessus et quand bien même la tendance était prévisible, le 23 février 2012 fut un jour qui a marqué l'esprit des Tunisiens. La gestion de change du Dinar a eu pour constante un repli. Ce glissement a occasionné le recul de la valeur du Dinar par rapport à l'Euro de 4 % par an sur les dix dernières années. Cette barre symbolique était prévisible, certes, mais inquiétante. En fait, depuis les années 1980, la BCT a choisi, d'un point de vue

Les prix augmentent, le chômage en hausse

À l'intérieur des frontières, on peut légitimement s'inquiéter des performances économiques. Du moins sur le court terme, les choses ne devraient pas s'arranger avec la faiblesse de la monnaie. En temps normal, tout étant égal par ailleurs, cette dépréciation permet théoriquement de maîtriser l'inflation corrélant, de ce fait, l'évolution de la masse monétaire. Or factuellement, l'inflation a dépassé les 5 % en janvier 2012 comparée à janvier 2011. Force est de constater que les autorités de compétence et le gouvernement de transition s'essayent à des mécanismes de maîtrise d'inflation, mais a priori, sur le terrain, les prix continuent à augmenter. Mais jusqu'à quand cette situation demeurera soutenable ?

Pendant ce temps, le taux de chômage continue à augmenter pour atteindre 18,9 % soit 738.400 personnes (dont 72,1 % en dessous de 30 ans et 30,5 % diplômé du supérieur) selon l'INS. C'est l'une des raisons qui ont poussé à la prolifération de l'économie souterraine.

Plus grave, 174 entreprises étrangères ont fermé et quitté la Tunisie pour aller s'installer ailleurs, poussant le nombre de chômeurs vers le haut et la création de la richesse vers le bas. Dans le même temps, la proposition de « se débarrasser » d'une partie des chômeurs en les envoyant à la Libye voisine n'est pas crédible. On ne fait que fuir la réalité. Il faut être conscient qu'on ne peut pas baisser le chômage (selon les prévisions du gouvernement en place) en une seule année simplement par la collaboration avec l'étranger. La demande étrangère en main-œuvre reste spécifique et limitée. La lettre d'information de l'OCE [INS, février 2012] indique que la faiblesse de l'économie est due au cantonnement de cette dernière à des secteurs à faible productivité et son rattachement à la zone Euro. Ces éléments structurels rendent le modèle de croissance peu soutenable et incapable d'être créateur d'emploi. De ce fait, la résorption du

chômage devient invraisemblable sur le court terme.

Les perspectives de l'économie tunisienne

L'augmentation de la valeur de l'Euro vis-à-vis du Dinar coïncide avec l'annonce de la BCT d'un léger redressement de la situation économique dans son communiqué du 15 février indiquant « l'apparition de prémisses d'amélioration de l'économie nationale au début de l'année en cours à travers la progression du rythme des échanges commerciaux avec l'extérieur » !

Paradoxalement, dans son communiqué du 27 février 2012, l'agence de notation Fitch a décidé de dégrader la note de la dette de la Tunisie à long terme de BBB à BBB- gardant une perspective négative. Même si nous espérons une meilleure situation économique à moyen et long terme, l'agitation actuelle a détérioré les perspectives économiques de court terme. Les incertitudes n'en restent pas moins élevées. Le risque d'une réelle flambée des prix reste d'actualité et amplifierait davantage le marasme économique de la Tunisie. La grande peur viendrait de l'installation d'un cercle vicieux appuyé par une stagflation.

Ainsi, tous les efforts doivent se focaliser sur une politique d'emploi dans des secteurs productifs. Cela va permettre d'augmenter, mécaniquement, le pouvoir d'achat, la redistribution de la richesse, l'accroissement du PIB, tout en bénéficiant de l'effet multiplicateur des dépenses publiques. Cependant, il ne faut pas occulter le rôle de la BCT dans la régulation de l'inflation avec la collaboration du gouvernement via une information transparente et symétrique afin de rétablir la confiance de l'investisseur et du consommateur.

Par-delà ce mini-choc de change, il faut rester lucide. Toute économie cherche à se relancer dans cet environnement complexe frappé par la crise mondiale. Pour la Tunisie, nous proposons deux possibilités afin de

sortir de ce goulot d'étranglement. Le salut pourrait venir de l'investissement avec l'implication des banques. Mais, il faut que les entreprises jouent le jeu en recrutant suffisamment et en ne se refaisant pas une santé financière au détriment des objectifs de la relance économique. La deuxième solution serait de stimuler la demande intérieure et relancer la consommation en maîtrisant le niveau l'inflation. Cette stratégie nous paraît la plus judicieuse, sauf qu'avec le projet de la Loi de Finance Complémentaire de l'année 2012 (augmentation de diverses taxes) l'augmentation du pouvoir d'achat semble incompatible.

Selon l'INS [février, 2012] : « cette année restera également dans l'histoire comme une année de récession sur le plan économique. Mais, en ce début 2012 et au-delà des polémiques sur le degré de contraction du produit intérieur brut en 2011, le temps des illusions est maintenant révolu, vient celui des conséquences et surtout de l'action ». Mais quel type d'action ? Les décideurs de la politique économique doivent adresser un message fort permettant de pallier l'instabilité institutionnelle et installer un climat des affaires favorable, un plan de stabilisation réduisant les déséquilibres macro-économiques et un regain de la confiance pour tous. Au-delà de ce débat, il serait question de la souveraineté économique de la Tunisie. Nous ne sommes pas adeptes du souverainisme absolu, bien au contraire, l'économie tunisienne doit rester une économie ouverte sur l'extérieur. Néanmoins, l'intervention des capitaux étrangers permettra-t-elle de maintenir la souveraineté économique de la Tunisie ? Ne devrions-nous pas plutôt chercher la solution ailleurs via l'invention d'un nouveau modèle économique ?

Mohamed Slim SASSI

Enseignant en économie et finance
Doctorant à l'EDEAGE (Sorbonne Nouvelle – Paris 3)

Affrontements armés, réseaux tribaux et prédation aux frontières de la Libye

Depuis le mois de février 2012, les frontières libyennes connaissent une flambée de violence et d'affrontements armés. De M'saéd aux portes de l'Égypte à Ras Jdir sur la frontière tunisienne et de Ghat sur la route du Niger à Lâwinet aux environs de Koufra, des milices armées ont investi les postes frontaliers et douaniers ainsi que les pistes de la contrebande chassant les fonctionnaires récemment affectés par le gouvernement provisoire de Tripoli. Ces milices sont composées en général de jeunes issus de tribus ou de groupes ethniques dont les

territoires historiques sont situés à proximité ou à cheval sur l'une ou l'autre des frontières. Elles sont aussi l'émanation des réseaux de contrebandiers actifs sur les routes et les pistes reliant les principaux marchés de Libye aux pays frontaliers.

Toutefois, au-delà des similitudes des situations qui caractérisent les actions armées d'occupation des postes par les diverses milices, les configurations de chaque situation restent marquées par des spécificités qui peuvent être succinctement exposées comme suit :

Le poste de ras Jdir à la frontière tuniso-libyenne : Un butin de guerre âprement disputé

Les milices de la ville de Zouara¹ ont occupé le poste de ras Jdir et ont imposé une administration des douanes et de la sécurité issue de leurs rangs, considérant ainsi la prise de contrôle de cette frontière comme un « butin de guerre ». Grâce à ce fait d'arme, les milices de Zouara ont, dans une première phase, contraint les Libyens originaires de toutes les autres régions du pays et particulièrement les commerçants